



La Lettre de la CIRUISEF Sciences et Francophonie

Conférence Internationale des Responsables des Universités et Institutions Scientifiques d'Expression Française



Le mot du
Président

n° 26 - 2020

Chèr(e)s Collègues,

Bien sûr, je n'avais pas prévu d'écrire cet éditorial il y a peu de temps, mais nous nous sommes retrouvés brutalement face à cette pandémie qui n'épargne personne dans le monde. C'est dans ces moments difficiles que nous prenons conscience de notre fragilité, de celle de nos sociétés humaines et de notre environnement. Cette douloureuse expérience montre combien il est important de s'appuyer sur nos connaissances et les renforcer, mais également d'apporter nos compétences en recherche et en formation.

La place des sciences est au cœur de la compréhension de notre monde et contribue à trouver des solutions concrètes contre ce virus.

Ce combat contre le virus, avec toutes les controverses entre scientifiques, et fausses informations, nous rappelle également ce qu'est la vérité scientifique. Il s'agit d'une continuelle évolution dont l'importance et la constance sont la démarche scientifique que nous connaissons bien et que nous enseignons dans nos universités, et non une juxtaposition de vérités figées dans le temps.

Nous retrouvons aussi dans cette actualité tout l'intérêt de travailler en interdisciplinarité et de communiquer entre les disciplines, ce qui est indispensable ici, biologie, chimie, recherche clinique, mathématique statistique, physique, ... Rappelons-nous la richesse de notre colloque de la CIRUISEF à Marseille en 2016 sur la « recherche aux interfaces ».

Enfin, nous mesurons combien la solidarité doit être au premier plan, repoussant l'individualisme, mais nous le savons bien à la CIRUISEF, la francophonie porte haut et fort ces valeurs de solidarité.

Nous avons besoin des autres pour notre santé, se soigner, profiter des technologies, et aussi échanger. Il ne faut pas masquer la réalité, les échanges internationaux vont baisser, les frontières se ferment pour quelques temps. Il ne faut pas baisser les bras, au contraire. La francophonie doit tenir et ressortir renforcée de cette période terrible.

L'AUF vient de lancer un appel à projet international spécial COVID-19 (cf le site de l'AUF)

Les pédagogies nouvelles sont plus que jamais d'actualité. Dans l'esprit de notre programme PULSE, mutualisation de ressources numériques en partenariat avec UNISCIEL, la CIRUISEF soutient fortement la mise en ligne mutualisée de ressources scientifiques francophones. N'hésitez pas à contacter les membres du bureau de la CIRUISEF de votre région pour de plus amples informations.

Notre projet PULSE est interrompu en accord avec ses partenaires et la commission européenne. De même, les projets que nous avons demandés auprès de l'AUF sur PEE et Haïti ont été acceptés par l'agence, ils sont bien sûr également interrompus.

Enfin ces événements nous obligent à abandonner l'idée d'organiser un colloque en 2020.

J'espère que vous êtes en bonne santé vous et vos proches- Jean-Marc Broto

SOMMAIRE

Le mot du Président	p.1
International - Pédagogie	p.2
Le programme SEP2D – IRD	p.3
Prix Roberval	p.3
ACTIF	p.4
Colloques, séminaires, ...	p.5
À votre réflexion	p.7
Bulletin d'adhésion	p.8

INTERNATIONAL- PEDAGOGIE

Tous les pays travaillent et rénovent leurs offres de formation. La CIRUISEF a beaucoup contribué à la restructuration des études scientifiques (cf livres Ciruisef page 8). Les « Savoirs » et les « compétences » ne sont pas figés et appellent des mises en perspectives et des objectifs différenciés dans le temps.

Aux USA, un article de l'historien Steve Mintz, conseiller "réussite" au Hunter Collège de New York et ancien directeur exécutif de l'*Institute for transformational learning* de l'université du Texas, propose les "8 étapes que doivent suivre les établissements pour améliorer la réussite des étudiants", dans un article sur *Inside Highered* le 14 novembre 2019.

Nos approches francophones ont de réels points communs avec ces approches anglo-saxonnes, nous vous laissons juger :

- **"Améliorer l'intégration"** : "les premières impressions sont durables". Ainsi, la manière dont le campus est présenté aux nouveaux étudiants "a un impact durable sur leur réussite ultérieure". Il conseille donc aux établissements d'informer rapidement les étudiants "des services et opportunités du campus" ainsi que du soutien qu'ils peuvent recevoir. Il faudrait également mettre en place des *boot camps* pour "s'assurer que les étudiants réussissent leur première année".
- **"Consolider la première année"** : Steve Mintz se réfère aux "Meta Majors", un dispositif de propédeutique qui permet à des étudiants qui ont des intérêts communs (comme la santé, la science politique ou les arts, par exemple), d'explorer un domaine, en petit groupe. Cette méthode offre aux nouveaux étudiants "une communauté de soutien, des relations étroites avec les enseignants, leurs camarades, les conseillers". Ils peuvent également "explorer les possibilités de carrières dans leur discipline".
- **Privilégier les "conseils éclairés par les données"** : l'utilisation des données "ne doit pas nécessairement être trop complexe". Les données visent à avertir "lorsque les étudiants sont en difficulté, en raison par exemple de mauvais résultats". Les étudiants pourraient ainsi être encouragés à "bénéficier de tutorat, de groupes d'études ou de cours supplémentaires". Par ailleurs, les données peuvent conduire à repenser les cours.

- **"Exposer rapidement aux choix de carrière"** : c'est dès le début de leur formation que les établissements "doivent fournir aux étudiants des données pertinentes sur le marché du travail".
- **"Favoriser l'apprentissage par l'expérience"** : "les stages, la recherche encadrée, les expériences d'apprentissage sur le terrain, [...] les études à l'étranger" doivent être multipliés. Le but : "clarifier les objectifs d'études et professionnels tout en développant les compétences".
- **"Améliorer les services de soutien aux étudiants"** : "la plupart des étudiants abandonnent leurs études non pas pour des raisons scolaires, mais à cause des défis de la vie", assure Steve Mintz. Les établissements doivent leur "offrir une aide financière d'urgence et une assistance en matière de logement, de transport"...
- **"Encourager une mentalité axée sur la réussite et un sentiment d'appartenance"** : il faut "encourager les étudiants à participer aux activités du campus et à rejoindre des associations étudiantes". Cela "renforce les liens entre les étudiants, les professeurs et le personnel de l'établissement".
- **"Supprimer les obstacles institutionnels à la réussite"** : les établissements "doivent élargir leur offre de cours, notamment avec des cours en ligne". Il faut aussi "simplifier les exigences en matière de diplôme et éliminer les obstacles dans les cursus".



La CIRUISEF a la tristesse de vous faire part du décès du **Professeur Ali MNEIMNEH**, mathématicien et Doyen honoraire de la Faculté des Sciences de l'Université Libanaise.

Vice-Président de la CIRUISEF durant 10 ans (2006-2016), il restera dans nos coeurs comme un homme d'honneur et de grande gentillesse. Très impliqué dans tous ses engagements, il nous a accompagnés avec force et compétence, C'est une grande perte pour la Francophonie et le Liban. Nos pensées vont à ses proches.

Le Programme SEP2D - IRD



Symposium "Biodiversité végétale et développement durable"

Le programme Sud expert plantes développement durable (SEP2D) organise **du 18 au 20 mars 2020**, à Cotonou au Bénin, un symposium international visant à favoriser la rencontre et la coopération entre les différents acteurs de la biodiversité végétale : communauté scientifique, société civile, décideurs, opérateurs économiques...

Une des ambitions du programme SEP2D est de permettre des rencontres entre partenaires afin de partager l'expérience acquise par tous, et d'apporter des compétences nouvelles face à l'évolution de la science, en lien avec la société et les activités de valorisation de la biodiversité végétale.

Le programme Sud Expert Plantes Développement Durable s'attache à renforcer les interactions et les partenariats en matière de biodiversité végétale entre recherche, enseignement et demandes de la société, à travers le soutien à :

- des projets de recherches dont le but est de renforcer la connaissance et la valorisation de la biodiversité végétale,
- des initiatives de partenariats public-privé,
- des projets de valorisation des collections botaniques,
- des actions de formation professionnelle, l'implication des scientifiques des pays du Sud dans le conseil aux instances nationales et internationales.

Gestion durable : gestion qui permet aux ressources naturelles de se renouveler et d'être conservées de manière pérenne, sans être menacées par la surexploitation. SEP2D appuie par exemple des projets de reconstitution de peuplements végétaux, de domestication de plantes utilisées et parfois surexploitées, etc.

Biodiversité végétale : SEP2D soutient les projets et les réseaux d'étude, de conservation et de valorisation de l'ensemble des espèces végétales intertropicales, utilisées par l'homme ou non, à toutes les dimensions du terme : populations et écosystèmes, espèces et variétés, gènes et diversité agronomique.

Agro-biodiversité : des projets d'agro-biodiversité sont également soutenus afin d'étudier et de conserver la variabilité des espèces cultivées, particulièrement celles natives des pays éligibles au programme.

SEP2D fait suite à un précédent programme, Sud Expert Plantes (SEP), actif de 2006 à 2012, dont le site internet reste consultable :

<http://www.sud-expert-plantes.ird.fr>

Prix Roberval 2020

Soutenir la production et la diffusion des oeuvres de langues françaises traitant de technologies



La 33ème édition du «Prix Roberval» est lancée.

Ce concours international est organisé par l'Université de Compiègne (France). Il a pour but de soutenir la production et la diffusion des oeuvres de langues françaises (littéraires, audiovisuelles ou multimédia) traitant de technologie. La date limite de candidatures est fixée au 1er mai 2020.

Cinq catégories sont ouvertes :

- Grand public
- Enseignement supérieur
- Télévision
- Jeunesse
- Journalisme

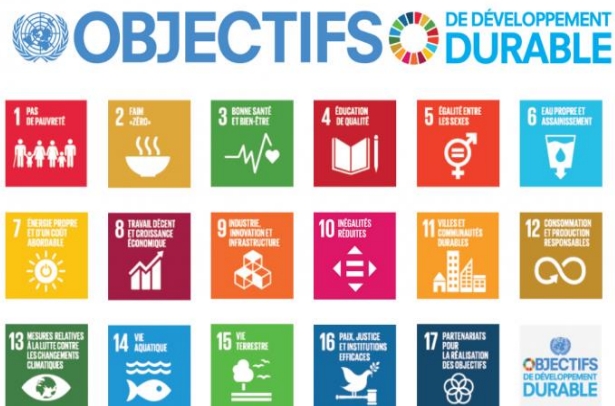
Outre les récompenses financières attribuées aux auteurs lauréats, le Prix Roberval organise tout au long de l'année des actions pour faire connaître les oeuvres distingués par leurs instances d'évaluation à chaque étape du concours : communication, événements autour des oeuvres du palmarès dans de nombreuses villes francophones.

Date limite de candidatures : 1er mai 2020

Pour en savoir plus sur le concours

http://prixroberval.utc.fr/outils/interface/?menu=candidature_inscription

17 objectifs pour l'humanité et pour la planète (l'ONU et l'AUF)



Les objectifs de développement durable sont un appel universel à l'action pour éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde, tout en leur ouvrant des perspectives d'avenir. Au nombre de 17, les objectifs de développement durable ont été adoptés en 2015 par l'ensemble des États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui définit un plan sur 15 ans visant à réaliser ces objectifs.

Aujourd'hui, des progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines du Programme 2030. Toutefois, la rapidité et l'ampleur des mesures prises pour atteindre les objectifs de développement durable demeurent, dans l'ensemble, insuffisantes. 2020 doit marquer le début d'une décennie d'actions ambitieuses pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

La Décennie d'action

Alors qu'il ne reste que dix ans avant l'échéance de 2030, les dirigeants mondiaux réunis en septembre 2019 à l'occasion du Sommet sur les objectifs de développement durable se sont engagés à faire de la prochaine décennie une Décennie d'action et de résultats en faveur du développement durable, ainsi qu'à mobiliser un financement, renforcer la mise en œuvre au niveau national et renforcer les institutions en vue d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030, sans faire de laissés-pour-compte.

Le Secrétaire général de l'ONU a appelé tous les secteurs de la société à se mobiliser en faveur d'une décennie d'action dans trois domaines : une **action** à

l'échelle mondiale visant à assurer un plus grand leadership, davantage de ressources et des solutions qui auront plus d'impacts sur les objectifs de développement durable ; une **action locale** qui intègre les transitions nécessaires dans les politiques, budgets, institutions et mécanismes de gouvernance des États, des villes et des autorités locales ; et une **action individuelle** menée par les jeunes, la société civile, les médias, le secteur privé, les syndicats et les universités, entre autres, afin de créer un mouvement irréversible faisant avancer ces objectifs.

De nombreux dirigeants et organisations de la société civile ont également appelé à une « grande année d'activisme » dans le but d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du développement durable, en exhortant les dirigeants mondiaux à redoubler d'efforts pour atteindre les personnes les plus défavorisées, à encourager l'action et l'innovation à l'échelle locale, à renforcer les systèmes de données et les institutions, à rééquilibrer la relation entre les personnes et la nature, et à augmenter le financement en faveur du développement durable.

Au cours de la décennie 2020-2030, il est primordial d'agir pour réduire la pauvreté, autonomiser les femmes et les filles et lutter contre les changements climatiques.

Dans ce cadre général, « Actif » est un dispositif collaboratif international d'innovation sociale et solidaire, mené par les universités francophones et leurs partenaires, pour le développement des sociétés.

Objectifs

- Contribuer à renforcer le rôle des universités francophones comme opérateur du développement des sociétés.
- Participer au développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'innovation sociétale à impact en milieu universitaire francophone, notamment dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.
- Contribuer à identifier, accompagner, fédérer, valoriser et développer les initiatives innovantes des universités francophones.
- Susciter et co-construire avec les universités et les partenaires des solutions innovantes pour répondre aux besoins et défis de l'enseignement supérieur de demain.

- Créer le réseau de l'innovation sociale et solidaire francophone, en articulant ses outils, ses actions, ses partenaires, ses experts et ses porteurs de projets.

Public cible

Les universités francophones, les étudiants et les enseignants, les partenaires locaux et internationaux du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'innovation sociétale.

Pays d'intervention

Tous les pays de la francophonie universitaire.

Rôle de l'auf

L'AUF mobilise ses directions régionales, ses universités membres, ses partenaires et la direction centrale « veille, innovation, expertise » afin de co-construire les objectifs, les actions et les résultats du dispositif ACTIF.

Partenaires financiers

ACTIF construit chacune de ses actions avec des partenaires techniques et financiers, ainsi qu'avec les directions régionales de l'AUF.

Coordonnateur du projet

La direction « veille, innovation, expertise » coordonne le dispositif avec ses partenaires, les universités membres et les directions régionales de l'AUF.

Période

2019-2022

Plaquette du projet (pdf)

Les actions, les outils et les actualités d'ACTIF
<https://actif.auf.org/>

Colloques, symposiums et séminaires

PURSEA

15 universités d'Asie et d'Europe participent au projet européen : « Pilotage Universitaire Rénové dans le Sud-Est Asiatique » (PURSEA)



Le projet PURSEA réunit 15 institutions universitaires et de recherche

La cérémonie de lancement officiel du projet PURSEA (Pilotage universitaire rénové dans le Sud-Est Asiatique) s'est déroulée le 26 février 2020 à l'Université de Hanoi (Vietnam). Ce projet fait partie des projets Erasmus+ K2 visant à renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur. Il est financé par la Commission européenne pour trois ans 2020-2023, et est coordonné par l'Université de Hanoi (Vietnam) et l'AUF.

Les partenaires européens proposeront leur expertise en gouvernance universitaire, en formation à l'accompagnement au changement et à la prévention des risques. L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) coordonne le projet et se charge de sa gestion administrative et financière.

Le projet PURSEA a pour but de renforcer les compétences en gouvernance universitaire pour le personnel des 8 universités d'Asie du Sud-Est à travers la définition et la mise en œuvre d'une planification stratégique contextualisée. Il vise trois objectifs spécifiques :

- Élaborer les méthodes et les outils pour l'amélioration des plans stratégiques de développement et la conception des plans d'action opérationnels pour les universités partenaires. Les résultats principaux attendus sont un plan stratégique de développement renouvelé ou amélioré de chaque université partenaire et des plans d'action opérationnels qui en découlent.
- Mettre en œuvre un plan d'action prioritaire dans chaque université partenaire, son dispositif de pilotage et d'accompagnement au changement.
- Les résultats attendus de cette étape comprennent un plan d'action prioritaire choisi et mis en œuvre ainsi qu'un dispositif de pilotage (gouvernance et éventuellement management).
- Élaborer les outils pour mutualiser et diffuser l'expertise régionale en planification stratégique ainsi qu'en procédures de gouvernance et de gestion des universités.
- L'outil le plus attendu est une plateforme de communication et de partage des résultats et des livrables du projet aux universités et individus qui s'y intéressent.

Pour atteindre les objectifs fixés, l'échange de savoir-faire et d'expertise entre les institutions partenaires du projet est primordial. Des ateliers de formation seront organisés au Vietnam, au Cambodge, en France et en Belgique pour permettre cette collaboration.

Cinquantenaire de la Francophonie

Comme chaque année, la Journée internationale de la Francophonie sera célébrée le :

20 mars 2020

par les 300 millions de francophones dans le monde.

Cette année, la Francophonie fête ses 50 ans. L'AUF organisera à cette occasion diverses activités scientifiques, linguistiques, culturelles dans ses réseaux et bureaux régionaux.

Prenez RV dans vos bureaux régionaux respectifs

Le Forum de l'Enseignement Supérieur à Dubaï

Organisée par le « Center for Learning Innovations and Customized Knowledge Solutions » (CLICKS) et en partenariat avec l'Agence Universitaire de la Francophonie, la quatrième édition du « MENA Higher Education Leadership Forum » vient de se tenir les 25, 26 et 27 février à Dubaï, Emirats Arabes Unis.

Cet événement a rassemblé plus de 150 Présidents, doyens, représentants de ministères et d'agences d'accréditation, membres de conseils d'administration et autres acteurs du monde universitaire et de l'Enseignement Supérieur de la région MENA, autour du thème « L'enseignement supérieur à l'ère des quatrième et future révolutions industrielles: défis et opportunités».

A travers ses différents panels de discussions, tables rondes et ateliers de travail, cette rencontre a permis aux participants d'échanger autour des dernières tendances, développements et défis dans l'Enseignement Supérieur, d'identifier et de suggérer les orientations futures du monde universitaire dans la région Moyen-Orient et du Nord de l'Afrique, et de promouvoir la constitution de nouvelles collaborations et partenariats régionaux et mondiaux.

Le Directeur régional de l'AUF au Moyen-Orient, Monsieur Hervé Sabourin, était présent à cet événement, accompagné de Mme Omneya SHAKER, responsable régionale du numérique au Moyen-Orient. Au cours de son allocution d'ouverture du colloque, il a salué « l'importance d'un tel événement

mettant en perspective les grands défis de l'enseignement supérieur pour ces prochaines années, dont les retombées impactent et impacteront profondément les missions de base des universités. L'AUF est déjà fortement engagée pour prendre part, auprès de ses établissements membres, à cette nouvelle vision ».

Lancement officiel du Statut National de l'Étudiant-Entrepreneur en Tunisie

C'est à la Cité de la Culture de Tunis que s'est déroulée la cérémonie de lancement du Statut Étudiant-Entrepreneur le mardi 11 février 2020. L'ensemble des acteurs et partenaires du projet SALEEM étaient réunis sous la présidence de Messieurs Hatem Ben Salem, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique par intérim, et Slim Khalbous, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie.

Les prises de paroles se sont succédées au cours de la journée pour faire le bilan des actions passées, présenter le statut et tracer les perspectives de développement du projet au niveau national.

Étaient présents notamment M. Alain Asquin, Délégué ministériel français à l'entrepreneuriat étudiant, M. Youssef Fennira, Directeur général de l'ANETI, M. Sami Hammami, Vice-Président de l'Université de Sfax, Mme Nadia Mzoughi, Vice-Présidente de l'Université de Carthage, M. Stéphane Marion, expert de l'université Jean Moulin – Lyon 3, Mme Dragana Drincourt, Responsable principale du projet SALEEM à l'AUF, M. Mejdî Ayari, Responsable principal de projet à l'AUF Maghreb, ainsi que des hauts cadres du Ministère, de l'AUF, des responsables universitaires français et tunisiens, ainsi que les représentants des acteurs majeurs de l'écosystème entrepreneurial tunisien et de nombreux enseignants et étudiants.

Plusieurs étudiant.e.s ont témoigné de leur expérience entrepreneuriale en présence de leurs tuteurs académiques. Mme Amira Guerhazi, Conseillère du Ministre chargée de l'employabilité et de l'ouverture sur l'environnement, et M. Lassaâd Mezghani, Directeur général de la rénovation universitaire, ont clôturé cette rencontre en animant une séance de questions réponses avec l'assistance après une présentation détaillée du dispositif.

A votre réflexion

Pour préserver la biodiversité, faut-il sauver toutes les espèces en danger ?

C'est un gigantesque signal d'alarme. Dans un rapport international, le premier du genre réalisé par l'IPBES, le "Giec de la biodiversité", 150 chercheurs mettent en garde contre une extinction des espèces "sans précédent" et qui s'accélère.

Ce texte, tiré d'un article du journaliste Grégory Rozières du Huffingtonpost est donc soumis à votre réflexion.

Un million d'espèces sont menacées d'extinction, sur les huit millions qui peuplent la Terre, selon les estimations publiées dans ce rapport de plus de 1500 pages réalisé par un groupement international de scientifiques. Et les choses devraient empirer d'ici 2050 dans tous les scénarios envisagés, "sauf dans ceux qui proposent un changement transformateur", affirme l'IPBES.

Un tel changement global de la société nécessite une évolution "des systèmes financiers et économiques mondiaux" afin de s'éloigner "du paradigme actuel trop limité de la croissance économique".

Un changement gigantesque qui rappelle fortement celui nécessaire pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais même si l'humanité arrivait à relever le défi, les modifications nécessaires pour rétablir les écosystèmes n'arriveront certainement pas à temps pour sauver toutes ces espèces en danger. Reste à savoir s'il faut vraiment tenter de toutes les sauver. Une question qui peut sembler étrange, mais qui fait réellement débat dans la communauté scientifique. L'extinction, un phénomène naturel?

Le cas du rhinocéros blanc du Nord est intéressant à ce propos. L'espèce a été décimée en une vingtaine d'année, notamment suite au braconnage, et en mars 2018, le dernier mâle est mort. Des scientifiques ont, quelque temps avant, mis en place un plan un peu fou pour tenter de sauver l'espèce. Une fécondation in-vitro. Pour certains biologistes, c'est une mauvaise idée, trop coûteuse, ou qui pourrait donner l'idée que la technologie peut tout résoudre.

De même, certains chercheurs espèrent pouvoir sauver ou presque ressusciter des espèces grâce aux modifications de l'ADN (par exemple, donner naissance à un hybride éléphant-mammouth). Encore une fois, un projet très critiqué.

Soit. Mais en dehors de ces cas un peu extrêmes, tous les scientifiques sont d'accord pour sauver toutes les espèces possibles d'êtres vivants, non? Eh bien, c'est plus compliqué. En novembre 2017, dans le Washington Post, le biologiste Alexander Pyron

avait mis les pieds dans le plat avec une tribune carrément titrée "Nous n'avons pas besoin de sauver les espèces en danger, l'extinction fait partie de l'évolution".

Un texte provocateur et porté sur l'exagération qui a valu à Alexander Pyron de nombreux commentaires désabusés et très critiques de ses confrères. Une lettre ouverte signée par plus de 3900 personnes dont 3400 scientifiques a même été publiée en réaction.

Celle-ci rappelle que si l'extinction d'espèces fait partie de l'évolution de la vie, celle que l'être humain a enclenchée, la sixième, semble mille fois plus rapide que les précédentes. Carl Safina, chercheur en écologie, précise de son côté qu'il faudra des millénaires, au mieux, pour que d'autres espèces s'imposent.

Surtout, "de nouvelles espèces ne 'surgissent' pas soudainement, elles ne sont pas vraiment neuves. Elles sont l'évolution d'espèces existantes, entraînées par le changement de leurs gènes", explique-t-il.

"Revenons-en à l'écologie, c'est-à-dire comprendre comment les systèmes fonctionnent, quelles dynamiques les contrôlent, le rôle d'espèces en particulier plutôt que le nombre d'espèces, à quel point les écosystèmes compensent les pertes d'espèces...", détaille Peter Kareiva.

Derrière, il y a un concept qui fait débat au sein des chercheurs en conservation: les "services écosystémiques". Pour faire simple, l'idée consiste à se demander quelles sont les caractéristiques qui font qu'un écosystème est utile et nécessaire pour l'espèce humaine.

Il y a des liens directs, comme ce que nous mangeons, l'air que nous respirons, mais les scientifiques ne se limitent pas à cela. Il faut également comprendre l'impact des différentes espèces sur leur milieu. Car celui-ci touche souvent, par ricochet, l'être humain. D'ailleurs, l'IPBES concède que le changement nécessaire pour sauver la biodiversité "peut susciter une opposition de la part de ceux qui ont des intérêts attachés au statu quo", tout en espérant que cette opposition soit "surmontée pour le bien de tous". Ce serait un comble que des hommes politiques profitent d'un débat nécessaire entre scientifiques pour tenter d'annihiler toutes nos chances de sauvegarder la biodiversité terrestre.

PUBLICATIONS



Bulletin d'adhésion à la CIRUISEF

- adhésion
- renouvellement de cotisation
(150 euros)

Nom du Directeur/Président/Doyen :

.....

Prénom :

Université :

.....

Faculté/Institut/Ecole :

.....

Adresse :

.....

Pays :

Tél :

Fax :

Mail :

1- A l'étranger, règlement par virement bancaire à la banque SOCIETE GENERALE Paris Sorbonne, 27 Bd Saint Michel – 75 005 Paris (France), se rapprocher du secrétariat de la Ciruisef : sylvie.lacome@ciruisef.com

2- En France, règlement par bon de commande

3- Règlement lors de votre visite à la CIRUISEF

Retourner dans les 3 cas le formulaire d'adhésion dûment complété par courrier (accompagné de votre bon de commande pour les Facultés françaises) **ou par mail** pour les autres pays à :

CIRUISEF/AUF

CIRUISEF
 (M. Jean-Marc Broto)
 Université Toulouse III-Paul Sabatier
 Présidence
 118 route de Narbonne
 31 062 Toulouse (France)
 mail : jean-marc.broto@ciruisef.com

Directeur de la publication :
Evelyne Garnier-Zarli
 CIRUISEF – réseau de l'AUF
Parution avril 2020
 Dépôt légal BNF : ISSN 1815 – 4646

<http://ciruisef.com>
CIRUISEF - Sciences et Technologie en Francophonie –
 Réseau institutionnel de l'AUF
 Association de loi française 1901 à but non lucratif
 (déclaration du 23 janvier 1989 et du JO. du 3 avril 2004)
 N°SIRET 498 074 855 00012 - code APE 913 E)

